

Sur les débats actuels au sujet de la recherche

Les ambiguïtés de l'économie de la connaissance

Philippe Cadiou

Le discours politique actuel s'attaque à la question des universités avec une certaine arrogance et une ignorance des contraintes de la vie universitaire. Cette ignorance n'est pas le problème du pouvoir. Le problème du pouvoir est le déclin ou le déclassement du système universitaire français, la nécessité de le mettre en ordre de bataille pour entrer dans les normes des universités les plus réputées d'un point de vue mondial, créer des pôles d'excellence capable de tenir tête aux autres systèmes d'excellence dans la mondialisation... La question de l'excellence est présentée comme « exclusive » dans une situation de redressement. La rhétorique du déclin et du déclassement est un certain discours qui a pour but d'affoler l'opinion et de produire ensuite un traitement de choc. Evidemment le refus des réformes appliquées à la hussarde avec une violence (dont on ne dit rien) est la preuve que le système français est corporatiste et non-réformable etc. l'éternel discours des partisans des réformes. Mais ce qui a changé en matière de mondialisation de la concurrence universitaire, ce sont les règles du jeu de la mondialisation elle-même, pas l'université. La mise en concurrence des universités obéit à des règles imposées par des universités privées (les frais d'inscription des grandes universités américaines sont aux environs de 25 000 euros l'année, en Europe, Cambridge est à 4 300 euros). Evidemment l'université française en est loin : prise dans l'héritage de l'humanisme, son ambition de la massification et de la démocratisation (toute relative) liée à la plus grande gratuité des études est directement remise en cause dès que l'on veut la comparer aux leaders mondiaux qui n'ont jamais intégré son problème. Justement, c'est la théorie démocratique qui vient mettre son grain de sel. La démocratisation a dû sortir d'une logique élitiste exclusive pour inclure de nouvelles missions. Pour autant a-t-elle rompu avec une logique de l'excellence ? Rien n'est moins sûr. L'université en France se confronte à la théorie démocratique qui est la théorie sociale. Elle est loin d'assumer les mêmes missions que les institutions à financement privé. Quel est le modèle qui est en retard et en déclin sur l'autre ? De toute évidence la recherche des pôles d'excellence ne peut supprimer les enjeux de la démocratisation et ouvre un chantier historique immense dont les fondements sont encore pour beaucoup devant nous.

Capitalisme intégral et « économie de la connaissance »

Ce phénomène nous intéresse parce que ces attaques se répètent ces dernières années contre les appareils d'enseignement et de recherche. Il arrive à l'université ce qu'il est arrivé au lycée il y a dix ans. Il y a 10 ans, on traitait les enseignants du secondaire de fainéants etc. (ce que nous n'avons jamais observé). Ce mépris est lié à la montée d'un « capitalisme intégral ». Il rend suspect tout travail qui n'est pas directement productif. Il s'applique à tout ce qui existe aujourd'hui et qui rend très ambigu le projet d'une « économie de la connaissance » dont on voit mal ce qui la distingue d'un objet capitaliste. Le danger d'une économie de la connaissance est de la vider de tout ce qu'il y a d'universel dans la connaissance... on parle aujourd'hui de « capital cognitif », de « capital-savoir », de « capital humain », d'« ingénierie des connaissances », de « knowledge management » qui montrent une annexion croissante des concepts de la connaissance à la théorie capitaliste.

C'est dans le contexte d'un amoindrissement de prestige des sciences humaines et de la littérature que l'on saisit le mieux la percée du discours capitaliste de notre temps dans le champ de la connaissance.

La montée concomitante d'une société de contrôle qui traverse l'ombre de la société libérale est un autre phénomène observable de la société actuelle. Elle produit depuis plus de 10 ans un nouveau rationalisme administratif. Le capitalisme (comme le socialisme en son temps) ne s'oppose pas à la montée de la bureaucratie et la théorie libérale n'y change rien. Le contrôle de la productivité des enseignants et des chercheurs va dans ce sens, nous allons vers quelque chose de soviétique. On voit se dessiner le mouvement d'une société où l'état se désengage mais augmente son contrôle sur la société civile : moins d'état mais plus d'administration. Evidemment si l'état perd en apparence de la masse, il continue d'en gagner ailleurs. On passera par des agences de notations et d'évaluation (l'AERES par exemple) qui vont faire des « audits » des services publics avec une novlangue et une nouvelle police de la pensée entièrement soumise aux critères du management de l'entreprise privée. Les agences d'évaluation des services publics seront égales aux agences de notation des marchés. Soit dit en passant, ces agences ont pourtant largement montré les limites de leur compétence dans la prédiction de la fiabilité des systèmes. La « notation objective » reste un problème majeur et le discours des experts très faillible. Jusqu'où l'évaluation chiffrée est-elle pertinente pour penser l'action éthique d'une institution publique ? La transformation du qualitatif en quantitatif pour impossible que cela soit sans une destruction fondamentale de l'humain nous promet d'entrer dans une société universelle de la névrose : tous des enfants évalués comme à l'école, tous en « classe », tous aliénés aux « notes ». Sans compter ce que peut avoir de paranoïaque un tel système d'évaluation, le lien entre la pression économique et la paranoïa sociale ne laisse aucune place à de l'humain.

L'école, si elle a un sens dans la vie, est précisément ce qui doit nous sortir de la névrose de l'évaluation et comprendre qu'il n'y a jamais de bonne notation, que l'essentiel, ce qui compte le plus, est sans pareil. Pas de nombre pour compter ce qui compte le plus. Mais au-delà du problème de l'évaluation et de sa construction supposée « objective », il y a d'autres problèmes fondamentaux : l'impossibilité de l'autonomie et de la responsabilité subjective, l'existence d'un contrôle généralisé, tout ce qui est, n'existe que parce qu'il est évalué ou n'existe pas, « être, c'est être

perçu », le fameux « *Esse est percipi* », « être » c'est être déterminé (Levinas) etc. On comprend le point de vue de Duchamp lorsqu'il veut « abolir le jugement en art ». Il faut choisir le jugement ou la liberté. C'est justement le rôle à venir de la philosophie selon Deleuze¹ : nous libérer du jugement. Combien de temps allons-nous croire encore à l'existence du verbe « être » ? On comprend que la question de l'autonomie subjective n'est pas garantie par la société dite libérale.

Il faut par ailleurs replacer dans un contexte plus global de crise les jugements politiques actuels : la théorie du capitalisme intégrale vient d'être falsifiée dans les faits avec la crise des subprimes. Le déni de cette crise continue d'agir, alors qu'il faudrait abandonner probablement une partie des fondements de la théorie capitaliste elle-même.

De la gratuité publique à la violence privée de l'appropriation

« Une carrière académique condamne un jeune chercheur à une certaine production d'articles scientifiques. C'est une incitation à la superficialité à laquelle seuls les caractères bien trempés peuvent résister. » affirme Albert Einstein. Jolie formule comme souvent chez Einstein.

Il n'y a pas de fonctionnaire du savoir.

Aucun statut n'est la garantie qu'une fonction ne soit menée à bien.

Il n'y a pas de fonctionnaire de la recherche non plus.

Il y a un immense appareil de recherche soumis à l'aléatoire de ses découvertes.

Pourtant ce n'est pas en se débarrassant des « statuts » des chercheurs et des enseignants (en supprimant les postes et les moyens) que l'on changera les contraintes et l'aléatoire de ces métiers. Forclure le hasard ne changera rien.

Le statut de « fonctionnaire » donne un habillage, une contrepartie économique et une raison sociale à un « style de vie » particulier. Si l'état représente la puissance publique et l'existence de l'universel, il est capable de protéger le genre de vie de la recherche et de l'enseignement parce qu'il garantit le savoir comme un bien public, inaliénable à une volonté privée. En constituant la « gratuité de l'enseignement » comme principe symbolique de son action, l'état constitue de ce fait la plus grande gratuité publique du savoir. La gratuité du savoir ne signifie pas que le savoir ne vaut rien. Cela signifie que le savoir ne peut jamais être arrêté à une valeur marchande pure parce qu'il est au-delà d'une instrumentalisation possible. Il n'est la propriété de personne et n'est pas destiné à être la possession d'une frange aisée de la population. Cela signifie aussi que le partage du savoir est l'élément fondamental du lien social dans son ensemble et que le rôle de l'état est de constituer l'universel du lien social sur « l'universel du savoir » - un projet en devenir interne lié à la constitution d'une société qui tend vers un modèle démocratique.

Si l'état n'est plus en mesure d'assurer cette gratuité fondamentale, c'est parce que la théorie capitaliste considère le savoir au-delà de son activité comme une valeur économique pure. C'est alors que l'on n'est plus dans un projet

¹ En voulant remplacer le verbe « est », c'est à dire « la copule », par la conjonction de coordination « et » Deleuze exprime à notre connaissance la tentative philosophique la plus originale de la fin du vingtième siècle.

démocratique, on est dans un projet capitaliste. La rentabilité remplace le savoir. L'universel du lien social devient la rentabilité. Un lien social peut-il se construire sur la généralisation de la rentabilité économique comme genre de vie universel ? Peut-on construire un genre de vie collectif, un habitus collectif sur l'appropriation du savoir et du pouvoir par un petit nombre ? Le système démocratique parie que non. Plus on étend le principe d'égalité au savoir, plus un genre de vie collectif nouveau devient possible.

L'histoire nous dira si la restructuration des services publics et sa « révision » actuelle (par exemple la RGPP) est liée au coup de force de la théorie capitaliste contre cet universel social. Il y a aujourd'hui une guerre métaphysique entre le capitalisme et la démocratie. La démocratie est un contrepouvoir capable de discuter la place aux pouvoirs techno-administratifs du capitalisme. A condition que la théorie démocratique ait une chance de se défendre contre l'exclusivité des savoirs à vocation technique. Il lui faut pour cela des institutions publiques les plus autonomes possible vis-à-vis des pouvoirs quels qu'ils soient. Etc.

Soumettre la vie universitaire : le nouvel autoritarisme administratif

Aujourd'hui la présentation des métiers de l'enseignement laisse supposer que les heures d'enseignement sont égales à des heures de bureau et c'est ainsi qu'on les rend visible aux yeux du grand public. On annonce par exemple qu'un enseignant a 9 heures ou 15 heures de cours par semaines, ce qui évidemment présenté en ce sens laisse supposer que sa charge de travail est très légère. Ne compte que le travail effectué directement sous le regard de l'autorité sociale sans la contrepartie subjective.

De la même façon on en vient à présupposer que c'est le nombre de travaux de recherche et de publications qui compte pour la « carrière » d'un chercheur. On peut publier des quantités de travaux sans rien trouver de nouveau. Que je sache, quelqu'un qui consacre sa vie à la recherche et à l'enseignement, même s'il ne trouve « rien » d'essentiel, est précieux dans le devenir de la vie universitaire et plus généralement pour la vie intellectuelle. L'histoire est d'abord l'histoire des anonymes. Les grands noms ne sont rien sans cette foule d'esprits anonymes qui fabriquent des points de passage de la mémoire et des points de synthèse du savoir et des méthodes de l'esprit. Il y a une grandeur anonyme du bien qui sera passée par leur travail. Cette grandeur-là est inévaluable. On ne peut en rien la chiffrer. Elle est l'effort collectif de l'esprit vers l'universel.

Soumettre l'appareil universitaire au processus autoritaire de la production ne garantit aucunement que l'on fasse progresser le savoir. On peut augmenter le nombre de brevets déposés grâce à l'application des théories scientifiques et multiplier les partenariats entre l'industrie et la recherche universitaire. Pourquoi s'en priver alors que c'est une possibilité de notre temps ? La science appliquée est aussi fondamentale que la science théorique. Mais sans le travail libre de la théorie la pratique perd elle-même sa propre liberté et inversement.

Le rôle que joue l'Etat en voulant transformer un appareil de recherche en appareil de production dont on évaluera les résultats et les retours sur investissement, n'est pas le rôle de l'universel. Il applique un dispositif de contrôle de sa recherche à des fins de rentabilité économique et nationale.

L'esprit scientifique est l'universel et non exclusivement la technique

La science est universelle. Que des découvertes se passent à Londres ou à Tokyo etc. n'a aucune importance pour l'esprit universel qui traverse les frontières nationales (l'universel va là où il a le plus de liberté et le moins d'autorité parce qu'il est autonome). On peut imaginer la science comme un seul et même esprit cosmopolite dont on ne peut arrêter le mouvement et qui travaille toujours indépendamment des contingences de rentabilité immédiates. Cet esprit universel découvre ce qu'il doit découvrir de toute façon dans son temps et en toute « liberté ». Cet esprit est soumis à beaucoup d'errances et d'aléas, beaucoup de falsifications et d'expériences. Pour qu'une théorie tienne le coup elle doit rectifier beaucoup de nos anciens préjugés, elle-même toujours soumise à la nouveauté des découvertes, elle-même toujours en sursis. Comme il n'y a jamais de recherches pures sans intérêts particuliers, il faut nécessairement des buts concrets à la recherche : les intérêts et les commandes militaires et industrielles et la concurrence mondiale sont indestructibles du projet de la science et sont certainement le fondement de son essor. Mais en aucun cas la science ne se résume qu'aux théories du marché ou aux applications techniques des brevets. L'esprit scientifique est l'esprit universel. L'universel est suffisamment complexe pour contenir une multitude de pensées cohérentes. Mais en aucun cas on ne peut réduire la science à une théorie techno-administrative seulement pilotée par l'intérêt des marchés. Le véritable esprit scientifique n'est ni l'esprit administratif, ni l'esprit technique. Il est le multiple. Il n'est pas l'esprit divisé dans les branches de la science, il est l'esprit qui comprend le multiple et son organisation, l'unité de la méthode à travers la multiplicité de ses objets. Pour l'esprit universel il n'y a pas de division entre les sciences dures et les sciences humaines par exemple pas de division entre l'improductif et le productif, les machines de guerre n'ont pas grand sens.

La productivité scientifique de l'université

Méconnaître la productivité scientifique type qui est impressionnante autant dans l'enseignement que dans la recherche est assez énigmatique.

Le pouvoir ne reconnaît pas cette productivité là.

Productivité ne signifie nullement rentabilité. La productivité de l'école en France m'a toujours profondément étonné. Elle ne choque jamais mes amis qui baignent dedans depuis toujours et c'est à elle que l'on doit pour beaucoup la qualité du service public. Pour ma part je trouve que cette productivité est justement problématique parce qu'elle est trop importante et qu'elle ne prend pas en compte les difficultés de la transmission. Elle ne laisse pas beaucoup de place à la pédagogie et au temps logique des sujets. La folie des programmes au kilomètre est liée aux exigences universitaires classiques. C'est ici que l'universel abstrait du savoir trouve sa limite. Il y a deux façons d'aborder l'universel et l'encyclopédie, soit par l'extension soit par la compréhension.

Il y a une folie encyclopédique du système français qui met l'accent sur l'extension. Il est étrange que nous ne soyons pas conscients de l'héritage impossible de notre système qui veut donner à la fois une extension et une compréhension de la culture à chaque sujet. La somme moyenne de connaissances

demandée à un bachelier est impossible à maîtriser pour un individu quelconque. C'est ici la marque de la productivité d'un système.

Dans ces conditions on comprend mal les attaques sur le « travail ».

Le travail qui se déploie dans la vie universitaire est largement méconnu du grand public, ce qui est normal, mais ce qui laisse la possibilité de construire une somme de préjugés malveillants à son égard.

Jusqu'où le libéralisme est-il compatible avec le capitalisme ?

Que le pouvoir critique l'université, cela fait partie du processus démocratique. Aucune institution n'est à part du débat démocratique ce qui invite l'opinion à se tenir au cœur de débats techniques et philosophiques de haute volée.

Le processus démocratique a besoin du progrès de l'éducation pour élever le niveau de l'opinion et élargir à tous le champ de la pensée publique. Nous voyons le processus démocratique en deux temps : un temps d'ironie, un temps dans lequel les valeurs du pouvoir sont systématiquement critiquées et tournées en dérision par le grand nombre. Mais à travers l'ironie et la pensée critique un deuxième temps se produit : l'opinion intériorise ce qu'elle critique. Elle s'approprie les valeurs du « haut » en intériorisant la scission entre le savoir et le pouvoir. Elle est obligée d'intérioriser un très haut degré de connaissance et la question critique n'est pas limitée à la question des experts mais elle s'étend dans le lien social. Le savoir est donc un lieu politique. En 68 l'université est devenue un lieu politique dans un double sens : d'abord parce qu'une partie de la jeunesse a contesté un certain nombre d'idéaux conservateurs considérés comme « naturels » par les « maîtres » mais parce qu'on a élevé le lien social à la puissance critique de l'université (ce qui a fait un événement). Le savoir comme processus d'émancipation subjective et collective a pris dans le social à ce moment là. Ce fut le moment d'une société ouverte. C'est ici qu'il y a le véritable événement. Un événement qui n'a pas besoin de 68 pour se continuer, il est l'essence même du processus démocratique lui-même. C'est la démocratie qui fait événement en 68. Mais le processus démocratique ne fait pas tout.

Il se peut que nous sortions aujourd'hui de cet événement au sens où l'on veut revenir depuis les années 90 en-deçà de 68. On a remis le savoir dans les mains des maîtres (il n'en avait d'ailleurs jamais bougé, 68 avait seulement donné un statut au non-savoir) et les doctrines de la domination économiques ont fermé les possibilités d'émancipation sociale. Les doctrines économiques ont véhiculé un très haut niveau d'autoritarisme et de déterminisme. Intériorisé par le discours médiatique, philosophique, idéologique, le déterminisme économique est devenu « naturel » relayé par tous les agents des discours des réformes. Sous couvert de réformes on a naturalisé le discours capitaliste sans lui donner de contrepartie. Résultat la doctrine sociale est devenue non plus une doctrine d'émancipation de l'effort collectif mais simplement une doctrine de l'ajustement et de l'adaptation aux réformes du capitalisme.

Le désir de savoir qui avait été porté en ébullition par 68 s'est éteint dans une théorie technique du rapiéçage et de la résignation face au réalisme en faisant disparaître l'essor vers l'émancipation collective. Cela explique-t-il que l'école ait si peu de projet aujourd'hui ? Qu'elle soit si peu portée par la dimension politique ? Si

le seul messianisme qui nous anime est l'enrichissement pour la domination, il y a peu de place pour d'autres processus d'émancipation individuels ou collectifs.

La montée en puissance d'un corps de doctrines scientifico-économiques rectifiant les nouvelles libertés est l'envers du processus de démocratisation des libertés. Il y a un discours libéral qui ne s'applique qu'à la concurrence des entreprises. Dès que le discours libéral s'applique aux libertés individuelles et collectives, l'éthique de la responsabilité disparaît et le retour à l'autoritarisme est de plus en plus direct.

Il est étrange de voir subsister un noyau de discours autoritaire dans une société fondée officiellement sur la responsabilité de ses sujets. Contradiction en apparence seulement si l'on ne prend pas en compte la montée d'une société de contrôle dans les bagages du libéralisme. Le libéralisme est alors l'agent double du capitalisme. Sous couvert de faire la promotion des libertés il se met au service de l'autoritarisme des réformes économiques et dessert l'asservissement de tous aux marchés.

Appliqué aux enseignants et aux chercheurs, aux étudiants, qui ont de tradition acquis un très haut niveau de responsabilité et se sont acclimaté à un niveau d'idéal élevé, le discours et les pratiques autoritaires n'ont pas grand sens.